

COMPTE RENDU de la Séance du 11 MARS 2020
Procès-verbal des délibérations du COMITE du
SYNDICAT INTERCOMMUNAL SCOLAIRE de la BOUCLE de la MOSELLE

Le Conseil d'administration du Syndicat Intercommunal Scolaire de la Boucle de la Moselle s'est réuni en session ordinaire sous la Présidence de Monsieur Emmanuel PAYEUR, à la mairie de Chaudeney-sur-Moselle, le mercredi onze mars deux mille vingt à dix-huit heures.

La convocation a été adressée le 03/03/2020 avec l'ordre du jour suivant :

- Compte de Gestion 2019
- Compte Administratif 2019
- Subvention accordée à l'école primaire du Mont-Hachey pour l'organisation d'une classe découverte au Centre « La Croisée » à REILLON (54) en juin 2020
- IN-PACT GL : Recours aux services facultatifs proposés par le CDG54 partir du 1^{er} janvier 2020
- SMGT : renouvellement de la convention de la mise à disposition d'un assistant de prévention au 01/01/2020
- Renouvellement de la convention pour l'organisation de l'accueil périscolaire entre l'Association Familles Rurales et le SIS de la Boucle de la Moselle pour l'année scolaire 2020

Etaient présents Messieurs et Mesdames : MM Xavier COLIN, Nathalie GERMAIN, Elisabeth GILLET, Kristell JUVEN, Serge LEDROIT, Alexia PRÉSIDENT, Nadine MOREL et Emmanuel PAYEUR.

Absente excusée : Mme Francine KLEIN.

M. Xavier COLIN a été nommé pour remplir les fonctions de secrétaire.

- Compte de Gestion 2019

Le Conseil d'administration du SIS de la Boucle de la Moselle :

- après s'être fait présenter le budget primitif de l'exercice 2019 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer ;

- après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2019 ;

- après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2018, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures.

Considérant la régularité des opérations,

1) statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier au 31 décembre 2019

2) statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2019 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et budgets annexes,

3) statuant sur la comptabilité des valeurs inactives :

Déclare que le compte de gestion dressé, pour l'exercice 2019, par le Receveur, visé et certifié conforme par l'Ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

- Compte Administratif 2019

Le Conseil d'administration du SIS de la Boucle de la Moselle, réuni sous la présidence de Madame Elisabeth GILLET, délibérant sur le compte administratif de l'exercice 2019 dressé par Monsieur Emmanuel PAYEUR, Président, après s'être fait présenter le budget primitif et les décisions modificatives de l'exercice considéré, vote le Compte Administratif de l'exercice 2019 et arrête les comptes comme suit :

Investissement

<u>Dépenses</u>	Prévues :	23 601.00 €
	Réalisées :	9 796.00 €
	Reste à réaliser :	0.00 €
<u>Recettes</u>	Prévues :	23 601.00 €
	Réalisées :	11 962.04 €
	Reste à réaliser :	0.00 €

Fonctionnement

<u>Dépenses</u>	Prévues :	224 703.00 €
	Réalisées :	171 230.88 €
	Reste à réaliser :	0.00 €
<u>Recettes</u>	Prévues :	224 703.00 €
	Réalisées :	226 178.59 €
	Reste à réaliser :	0.00 €

Résultats de clôture de l'exercice

Investissement :	2 166.04 €
Fonctionnement :	54 947.71 €
Résultat global :	57 113.75 €

– Subvention accordée à l'école primaire du Mont-Hachey pour l'organisation d'une classe découverte au Centre « La Croisée » à REILLON (54) en juin 2020

Madame la Directrice de l'école primaire organise une classe verte du 2 au 5 juin 2020 au Centre « La Croisée » à REILLON (Meurthe-et-Moselle) pour 19 élèves de la classe de CP et sollicite auprès du SIS une subvention.

Le syndicat souligne la qualité de la proposition et décide à l'unanimité d'octroyer comme l'année passée une subvention de **2 460.00 €** correspondant à 52% du financement total **en émettant le souhait que pour les prochaines années, cette aide n'excède pas 50% du budget total.**

Cette subvention sera versée en mai sous réserve que le voyage scolaire soit maintenu. En cas d'annulation, le SIS s'engage à prendre en charge 50% des frais déjà versés.

– IN-PACT GL : Recours aux services facultatifs proposés par le CDG54 partir du 1^{er} janvier 2020

Le Président informe le Conseil d'administration du SIS de la Boucle de la Moselle :

Les Centres de gestion de la fonction publique territoriale sont des établissements publics administratifs départementaux, auxquels sont affiliés obligatoirement les collectivités et établissements territoriaux employant moins de 350 fonctionnaires à temps complet.

Les autres collectivités et établissements territoriaux peuvent s'y affilier à titre volontaire.

Un centre de gestion assure pour l'ensemble des agents des collectivités et établissements qui lui sont affiliés, un certain nombre de missions obligatoires définies à l'article 23 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale : organisation de concours de recrutement et d'examens professionnels d'évolution de carrière, publicité des créations et vacances d'emplois (bourse de l'emploi territorial départemental), fonctionnement des instances de dialogue social (commissions administratives paritaires, comité technique), secrétariat des instances médicales (commission de réforme, comité médical), calcul du crédit de temps syndical et remboursement des charges salariales y afférant, reclassement des fonctionnaires devenus inaptes à l'exercice de leurs fonctions, etc.

Ces missions obligatoires sont financées par une cotisation obligatoire payée par les collectivités et établissements affiliés. Elle est assise sur la masse des rémunérations versées aux agents des collectivités et établissements concernés, telles qu'elles apparaissent aux états liquidatifs mensuels ou trimestriels dressés pour le règlement des charges sociales dues aux organismes de sécurité sociale, au titre de l'assurance maladie.

Le taux de cette cotisation est fixé annuellement par délibération du Conseil d'Administration du Centre de Gestion dans la limite du taux maximum de 0,8 %.

S'agissant du centre de gestion de la fonction publique territoriale de Meurthe-et-Moselle, cette cotisation est fixée au taux de 0,8 %.

Le centre de gestion peut également proposer des missions facultatives, telles que listées par les articles 24 à 26-1 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

Ces missions facultatives sont financées soit sur la base d'une cotisation additionnelle, soit dans des conditions fixées par convention.

A compter de 2019, les missions facultatives jusqu'alors assurées par le Centre de gestion de la fonction publique territoriale de Meurthe-et-Moselle ont été reprises au sein d'une société publique locale (SPL) créée par les communes et leurs groupements.

Plusieurs raisons ont présidé à cette mutation de la structure juridique soutenant les missions facultatives :

- risque lié à ce que certaines missions facultatives interviennent dans un champ concurrentiel, ce qui entraîne une question d'équité de traitement, les centres de gestion n'étant assujettis ni à la TVA, ni à l'impôt, en raison de leur statut d'établissement public administratif
- lourdeur conséquente des procédures administratives entravant le développement des missions facultatives.

N'assurant plus de missions facultatives, le centre de gestion a notamment cessé de lever la cotisation additionnelle de 0.4 % assise sur la masse salariale (cette cotisation avait d'ailleurs cessé d'être levée depuis juillet 2018 pour permettre aux collectivités et établissements de souscrire des parts sociales et d'accéder ainsi aux services de la SPL).

Cependant, le préfet de Meurthe-et-Moselle a envoyé aux collectivités du département le 31 décembre 2019, un courrier relatif aux irrégularités supposées de la structure juridique de la Société Publique Locale IN-PACT GL créée le 15 décembre 2018.

Dans le souci de continuer à proposer les missions aux collectivités tout en laissant le temps aux organes de décision de la SPL d'apprécier s'il convient ou pas de consolider les statuts de la société publique, le conseil d'administration du centre de gestion a, par délibération du 27 janvier 2020, décidé la mise en place d'une mesure conservatoire en réintégrant les activités de la SPL au CDG, à l'exception du RGPD. Il s'agit également de sécuriser les emplois de la trentaine d'agents concernés.

Considérant qu'il s'agit de missions facultatives et conformément aux dispositions de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, la collectivité ou l'établissement public territorial qui souhaite accéder à ces missions doit signer une convention qui organise les modalités juridiques et dispositions financières encadrant les interventions du centre de gestion.

Le Centre de gestion de la fonction publique territoriale de Meurthe-et-Moselle a en effet choisi de ne pas remettre en place la cotisation additionnelle de 0.4%, mais dans le même esprit que la SPL, de proposer aux collectivités de sélectionner les services auxquels elles souhaitent adhérer en signant les conventions adéquates.

Ainsi, le Centre de gestion propose 10 conventions de missions facultatives réparties entre :

- des missions régulières s’inscrivant dans la durée et concernant l’ensemble des agents de la collectivité
 - Une convention **Forfait de base** recouvrant une veille en gestion des carrières, un conseil statutaire individualisé, des conseils pour la mise en place des outils de gestion des ressources humaines, l’analyse des accidents du travail et des maladies professionnelles, la mise à disposition d’une mutuelle santé pour les salariés et l’animation d’un réseau des Assistants et Conseillers en Prévention (ACP).
 - Une convention **Mission de médecine professionnelle et préventive** pour assurer la surveillance médicale des agents
 ou une convention **Forfait Santé** recouvrant la surveillance médicale des agents, des actions sur le milieu professionnel, des interventions individualisées suite à avis médical, le conseil à l’autorité territoriale pour la gestion de la situation individuelle, ainsi qu’aux agents concernés (dans les conditions convenues entre avec l’autorité territoriale), et l’accompagnement dans la sollicitation de l’avis des différents organismes statutaires compétents en santé au travail (Comité d’hygiène, de sécurité et des conditions de travail/Comité Social Territorial, Comité médical départemental, Commission de réforme).
 - Une convention **Forfait de gestion des dossiers d’assurance statutaire** pour le suivi des dossiers de demandes de remboursement liés aux sinistres inclus dans les garanties du contrat d’assurance statutaire souscrit auprès du centre de gestion
 - Une convention **Forfait de gestion des dossiers d’assurance prévoyance** pour suivre les adhésions individuelles et les dossiers de demandes de prestations dans le cadre d’une convention signée avec le centre de gestion
 - Une convention **Forfait retraite, réservé aux collectivités de plus de 40 agents**, recouvrant le montage des dossiers et l’étude du droit à départ en retraite, la simulation de pension, la demande de mise en œuvre de la liquidation de pension et l’information personnalisée aux agents concernés
 - Une convention **Mission d’assistance à l’établissement des paies des agents**
 - Une convention **Mission Personnel temporaire** permettant la mise à disposition d’agents (équivalent d’un service intérimaire)
 - Une convention **Mission Chargé de l’Inspection en Santé et Sécurité au Travail (CISST)**.
- des missions ponctuelles réalisées au cas par cas, répondant à une demande particulière de la collectivité dans le cadre d’une **Convention générale d’utilisation des missions facultatives ponctuelles**.

Cette convention permet d’accéder à des prestations facturées à l’acte comme par exemple le montage de dossier de retraite, les campagnes de vaccination (anti-grippe, leptospirose...), la réalisation du document unique d’évaluation des risques professionnels, la médiation et la gestion des conflits, la valorisation des archives, etc.

L’ensemble de ces prestations sont décrites dans le catalogue qui a été mis à disposition des membres de la présente assemblée.

Les conditions financières d’accès à ces missions facultatives sont les suivantes :

Convention Forfait de base	61.00€ par salarié* et par an Durée de la convention jusqu’au 31/12/2026 Résiliation possible au plus tard le 30 septembre pour une date d’effet au 1 ^{er} janvier de l’année suivante
Convention Mission Médecine professionnelle et préventive	Facturation des visites médicales programmées 99.00 € TTC / tarif minoré de 10% pour les collectivités assurées au risque maladie ordinaire dans le cadre du contrat assurance, soit 90.00 € Durée de la convention jusqu’au 31/12/2026 Résiliation possible à partir de 2023, au plus tard le 30 septembre de chaque année, pour une date d’effet au 1er janvier de l’année suivante
Convention Forfait santé	79.20€ par salarié* et par an / tarif minoré de 10% pour les collectivités assurées au risque maladie ordinaire dans le cadre du contrat assurance, soit 72.00 € TTC Durée de la convention jusqu’au 31/12/2026 Résiliation possible à partir de 2023, au plus tard le 30 septembre de chaque année, pour une date d’effet au 1er janvier de l’année suivante
Convention Gestion des dossiers d’assurance statutaire	8/92ème de la prime annuelle versée à l’assureur, calculée sur la base assiette N-1- Durée de la convention jusqu’au 31/12/2022 (correspondant à la durée des contrats d’assurance garantissant les risques statutaires) Résiliation possible chaque année, au plus tard le 30 juin, pour une

	date d'effet au 1 ^{er} janvier de l'année suivant
Convention Gestion des dossiers d'assurance risque prévoyance	6.00 € par salarié* et par an Durée de la convention jusqu'au 31/12/2024 (correspondant à la durée du contrat collectif de garanties de protection sociale complémentaire au titre du risque « Prévoyance » au profit des agents) Résiliation possible chaque année, au plus tard le 30 juin, pour une date d'effet au 1 ^{er} janvier de l'année suivant
Convention Gestion des dossiers retraites pour les collectivités de plus de 40 agents	6.90 € par salarié* et par an Durée de la convention jusqu'au 31/12/2026 Résiliation possible à partir de 2023, au plus tard le 30 septembre de chaque année, pour une date d'effet au 1er janvier de l'année suivante
Convention Assistance paie	Tarif mensuel dégressif : De 1 à 10 paies 15.00 € par fiche de paie De 11 à 20 paies 12.00 € par fiche de paie A partir de 21 paies 9.60 € par fiche de paie Paramétrage du logiciel : facture en fonction du devis COSOLUCE Durée de la convention jusqu'au 31/12/2026 Résiliation possible à partir de 2023, au plus tard le 30 septembre de chaque année, pour une date d'effet au 1er janvier de l'année suivante
Convention Personnel temporaire	Tarif mensuel : 12.25% du traitement indiciaire brut de l'agent (facturation mensuelle) Au recrutement : 210.00 € de frais de dossier Dans le cas où aucun candidat présenté ne serait retenu (par le biais du service de remplacement) : 166.00 Durée de la convention jusqu'au 31/12/2026
Convention Mission Chargé de l'Inspection en Santé et Sécurité au Travail	Tarif annuel selon l'effectif déclaré au 01 janvier : De 1 à 19 agents : 1 656.00 € De 20 à 49 agents : 2 484.00 € De 50 à 149 agents : 3 519.00 € A partir de 150 agents : 5 175.00 € Durée de la convention jusqu'au 31/12/2026 Résiliation possible au plus tard le 30 septembre de chaque année, pour une date d'effet au 1er janvier de l'année suivante
Convention générale d'utilisation des missions facultatives ponctuelles	Intervention après validation d'un devis établi, en fonction du besoin et de la complexité de la mission, sur la base d'un tarif horaire : Frais de gestion : 51.00 € Consultant : 60.00 € Expert : 69.00 € Manager : 78.00 € Senior : 114.00 € Durée de la convention jusqu'au 31/12/2026 Résiliation possible au plus tard le 30 septembre pour une date d'effet de la résiliation au 1er janvier de l'année suivante
Vaccination antigrippale	prix du vaccin + 17.10 €
Vaccination leptospirose	165.00 €
Examen spirométrie	33.00 €

***La notion de salarié correspond à l'électeur en CAP ou en CCP pour le dernier scrutin.**

Pour les tarifs annuels, en cas de souscription en cours d'année, le montant total annuel est dû.

La tarification de toute prestation supplémentaire/complémentaire à celles prévues à la convention est réalisée sur demande de devis, sur la base d'un tarif horaire défini en fonction du besoin et de la complexité de la mission :

Frais de gestion	51.00 €
Consultant	60.00 €
Expert	69.00 €
Manager	78.00 €
Senior	114.00 €

Le Président expose que la signature des conventions suivantes compléterait utilement la gestion des ressources humaines de la collectivité :

- **Convention Forfait de base**
- **Convention Mission Médecine professionnelle et préventive**
- **Convention Gestion des dossiers d'assurance risque prévoyance**
- **Convention générale d'utilisation des missions facultatives ponctuelles**
- **Convention Personnel temporaire**

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 85-643 du 26 juin 1985 modifié relatif aux centres de gestion institués par la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Le Président du SIS propose à l'assemblée de l'autoriser à signer les conventions figurant en annexe à la présente délibération.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'administration du SIS de la Boucle de la Moselle décide à l'unanimité :

- D'autoriser le Président à signer les conventions d'utilisation des missions facultatives du Centre de Gestion de la fonction publique territoriale de Meurthe-et-Moselle, figurant en annexe de la présente délibération, ainsi que les actes subséquents (convention complémentaire, proposition d'intervention, formulaires de demande de mission, etc.).

– SMGT : renouvellement de la convention de la mise à disposition d'un assistant de prévention

Le Président présente au Conseil d'administration du SIS de la Boucle de la Moselle la demande du Syndicat Mixte du Grand Toulois (SMGT) concernant le renouvellement de la mise à disposition d'un assistant de prévention pour la mise à jour du Document Unique en corrélation avec le Programme Annuel de Prévention. Après délibération, le Conseil d'administration du SIS de la Boucle de la Moselle décide à l'unanimité :

- d'accepter de renouveler le contrat de mise à disposition d'un assistant de prévention auprès de la commune pour une quotité de travail de **10 heures/an** ; pour un montant de **26,00 €/heure** et pour une durée de **3 ans à partir du 1^{er} janvier 2020**,
- d'autoriser le Président à signer tous documents concernant ce dossier.

– Renouvellement de la convention pour l'organisation de l'accueil périscolaire entre l'Association Familles Rurales et le SIS de la Boucle de la Moselle pour l'année scolaire 2020

Le Président présente aux membres du Conseil d'administration du SIS la convention 2020 établie entre l'association Familles Rurales et le S.I.S. de la Boucle de la Moselle pour l'accueil périscolaire.

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration du SIS :

- autorisent le Président à signer la nouvelle convention pour l'accueil périscolaire établie entre l'association Familles Rurales et le SIS de la Boucle de la Moselle pour l'année scolaire 2020,
- autorisent le Président à signer tous documents concernant ce dossier.

Le Président certifie avoir affiché le procès-verbal de cette séance à la porte de la mairie le 12/03/2020 et transmis au contrôle de légalité le 13/03/2020.

Le Président, E. PAYEUR